



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Proposition de loi 4996

Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire

Date de dépôt : 17-07-2002
Date de l'avis du Conseil d'État : 13-05-2003
Auteur(s) : Monsieur Mars Di Bartolomeo, Député

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
17-07-2002	Déposé	4996/00	<u>3</u>
16-01-2003	Prise de position du Gouvernement (16.1.2003)	4996/01	<u>8</u>
13-05-2003	Avis du Conseil d'Etat (13.5.2003)	4996/02	<u>11</u>
13-10-2009	Retrait du rôle des affaires de la Chambre des Députés 1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Premier Ministre, Ministre d'Etat (13.10.2009) 2) Liste des propositions de loi à re [...]	4996/03	<u>14</u>

4996/00

N° 4996

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2001-2002

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi modifiée du 14 juillet 1986
concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire

* * *

*(Dépôt, M. Mars di Bartolomeo: le 17.7.2002)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Exposé des motifs.....	1
2) Texte de la proposition de loi	2
3) Commentaire des articles	2

*

EXPOSE DES MOTIFS

Par la loi du 14 juillet 1986, a été créée une nouvelle allocation, l'allocation de rentrée scolaire, en faveur des familles avec enfants visant à participer aux frais générés par la rentrée scolaire pour les enfants fréquentant l'enseignement primaire et postprimaire. Par cette mesure le législateur a tenu compte de la charge non négligeable que représente la rentrée scolaire pour les familles ayant charge d'enfants. Initialement cette nouvelle allocation était uniquement destinée aux familles ayant plus d'un enfant. En 1988, lors de la création d'une allocation d'éducation, la loi afférente modifiait également la loi sur l'allocation de rentrée scolaire, pour faire profiter de l'allocation en question également les familles n'ayant qu'un seul enfant.

On n'a cependant pas touché aux principes régissant, depuis la loi de 1986, la fixation des montants dus aux familles concernées. Ces principes prévoient une différenciation selon l'âge des enfants et suivant le groupe familial, c'est-à-dire le nombre d'enfants présents dans un ménage.

La loi actuellement en vigueur prévoit plus explicitement une dotation plus élevée pour les enfants ayant 12 ans et plus que pour ceux âgés entre 6 et 11 ans. En outre, la loi détermine une allocation de rentrée scolaire plus élevée pour chaque enfant vivant dans une famille avec deux enfants, et plus élevée encore pour ceux vivant dans un ménage avec trois enfants ou plus. En d'autres mots, les parents reçoivent une allocation plus importante pour le deuxième enfant que pour le premier, celle pour le troisième étant plus importante encore et ainsi de suite.

La réglementation actuelle ne prend pas en compte les enfants du préscolaire. En d'autres termes, les enfants inscrits dans l'éducation préscolaire ne bénéficient actuellement pas de l'allocation de rentrée scolaire. Or, les frais générés par l'entrée d'un enfant au régime préscolaire ne diffèrent pas sensiblement de ceux occasionnés par l'entrée d'un enfant dans l'enseignement primaire, étant donné que les livres scolaires sont à charge des communes. L'objet de la présente proposition de loi est donc d'étendre le champ d'application de l'allocation de rentrée scolaire aux familles ayant à charge des enfants en âge préscolaire. L'allocation est fixée aux mêmes montants que pour les enfants âgés entre 6 et 11 ans.

En effet, l'auteur est d'avis que l'Etat doit traiter les familles qui se trouvent dans des situations tout à fait comparables d'une manière équitable.

La présente proposition de loi ne touche pas aux dispositions actuellement en vigueur et qui concernent plus particulièrement les modalités de paiement. Ainsi, l'allocation de rentrée scolaire reste à

charge de la „Caisse nationale des prestations familiales“ et est versée avec les allocations familiales au mois d’août de chaque année. Pour l’année scolaire 2002-2003 l’allocation revenant pour la première fois aux enfants admis à l’éducation préscolaire sera versée exceptionnellement dès la mise en vigueur de la loi.

*

TEXTE DE LA PROPOSITION DE LOI

Art. 1er.– La loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d’une allocation de rentrée scolaire est modifiée comme suit:

1. – L’article 1er est remplacé comme suit:

„Il est créé une allocation de rentrée scolaire allouée pour *les enfants âgés de plus de quatre ans*, différenciée suivant l’âge des enfants et suivant le groupe familial.“

2. – L’article 3 est remplacé par le texte suivant:

„L’allocation de rentrée scolaire s’élève:

a) pour un enfant à

- dix euros, s’il est âgé de plus de *quatre* ans;
- quinze euros, s’il est âgé de plus de douze ans;

b) pour un groupe de deux enfants à

- vingt euros pour chaque enfant âgé de plus de *quatre* ans;
- vingt-cinq euros pour chaque enfant âgé de plus de douze ans;

c) pour un groupe de trois enfants et plus à

- trente-trois euros pour chaque enfant âgé de plus de *quatre* ans;
- quarante euros pour chaque enfant âgé de plus de douze ans.

Ces montants correspondent à l’indice du coût de la vie rattaché à la base de l’indice 1948; ils varient avec cet indice dans la mesure et suivant les modalités applicables aux traitements des fonctionnaires de l’Etat.“

3. – L’article 4 est remplacé comme suit:

„L’allocation est due pour la rentrée scolaire. Elle est versée d’office en faveur des enfants bénéficiaires d’allocations familiales pour le mois d’août de la même année, à condition de satisfaire aux dispositions des articles 1er et 2 ci-dessus. Par dérogation à l’alinéa 1er, les enfants admis à *l’enseignement préscolaire sans avoir atteint l’âge de quatre ans accomplis* au moment de la rentrée scolaire, bénéficient de l’allocation de rentrée scolaire sur présentation d’un certificat d’inscription scolaire.“

Art. 2.– La présente loi sort ses effets à partir de l’année scolaire 2002-2003.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Article 1er:

Cet article tend à élargir le cercle des enfants bénéficiaires d’une allocation de rentrée scolaire aux enfants admis à l’enseignement préscolaire. Il confirme en outre les montants dus aux enfants de plus de quatre ans, et de ceux de 12 ans et plus actuellement en vigueur.

La réglementation actuelle ne prend pas en compte les enfants du préscolaire. En d’autres termes, les enfants inscrits dans l’éducation préscolaire ne bénéficient actuellement pas de l’allocation de rentrée scolaire. Or, les frais générés par l’entrée d’un enfant au régime préscolaire ne diffèrent pas sensiblement de ceux occasionnés par l’entrée d’un enfant dans l’enseignement primaire, étant donné que les livres scolaires sont à charge des communes. L’objet de la présente proposition de loi est donc d’étendre le champ d’application de l’allocation de rentrée scolaire aux familles ayant à charge des enfants en âge préscolaire. L’allocation est fixée aux mêmes montants que pour les enfants âgés entre 6 et 11 ans.

En effet, l'auteur est d'avis que l'Etat doit traiter les familles qui se trouvent dans des situations tout à fait comparables d'une manière équitable.

Article 2:

Par le choix de la mise en vigueur, l'auteur de la présente proposition de loi tient à assurer que l'allocation de rentrée scolaire pourra être versée aux enfants admis à l'enseignement préscolaire dès l'année scolaire 2002-2003.

Luxembourg, le 17 juillet 2000

Mars DI BARTOLOMEO
Député

Service Central des Imprimés de l'Etat

4996/01

N° 4996¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2002-2003

PROPOSITION DE LOI

modifiant la loi modifiée du 14 juillet 1986
concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire

* * *

PRISE DE POSITION DU GOUVERNEMENT

(16.1.2003)

Objectif de la proposition

1) La proposition de loi vise à modifier le système actuel de l'allocation de rentrée scolaire en étendant cette allocation versée actuellement à partir de l'âge de plus de 6 ans aux enfants d'âge de plus de 4 ans au motif que le préscolaire serait également à incorporer dans le système de l'allocation de rentrée scolaire.

2) Par ailleurs, cet âge de 4 ans peut être abaissé pour tout enfant admis à l'enseignement préscolaire.

On sait qu'il y a beaucoup d'enfants dans le préscolaire à partir de 3 ans d'âge. Loin d'être une exception cette extension devient une véritable règle de sorte que la prestation en question est *de facto* étendue aux enfants âgés de plus de 3 ans.

Critique de la proposition*a) Le principe*

L'argument fondateur de l'auteur de la proposition est le suivant:

„L'Etat doit traiter les familles qui se trouvent dans des situations tout à fait comparables d'une manière équitable.“

Si on peut encore accepter ce principe, malgré ses imprécisions (manière équitable), il convient, pour y faire droit, non pas de se centrer sur une prestation mais d'avoir une vue d'ensemble de toutes les prestations sociales et familiales pour apprécier si les familles se trouvent dans une situation comparable et si elles ne sont pas traitées de manière équitable. (Cf. l'étude sur les transferts sociaux)

b) Analyse

En admettant que la préscolarité puisse être assimilée à la scolarité obligatoire (ce qui est encore contestable), on constate en analysant les différentes prestations que l'extension de l'allocation de rentrée scolaire aux enfants d'âge de plus de 3 ans se cumulera au plan national:

- avec l'allocation d'éducation
- avec l'indemnité du congé parental.

Au plan international, cette extension renforce encore plus la discrimination des résidents sur notre territoire avec les travailleurs frontaliers qui peuvent cumuler d'autres prestations certes non analogues avec notre allocation de rentrée scolaire.

En effet, pour toute modification de notre législation en la matière, il convient également d'analyser l'environnement international et les effets de cette extension.

Actuellement déjà et sans les modifications proposées, la CNPF rencontre des difficultés avec cette prestation notamment avec la Belgique et l'Allemagne. Les institutions de ces deux pays ne rem-

boursent pas cette allocation au motif qu'elles ne connaissent pas une telle prestation et une collaboration au plan international s'avère donc impossible.

Conclusions

Loin de multiplier les prestations familiales, il convient de mieux les recentrer à l'avenir en tenant mieux compte de l'environnement international qui est devenu un enjeu au moins aussi important que le plan national.

L'approche globale des différentes prestations montre qu'il y aura un conflit entre les prestations existantes et les modifications proposées ce qui entraîne des situations de distorsions et de discriminations entre familles. Le principe énoncé par l'auteur n'est justement pas atteint par cette proposition mais au contraire la proposition va à contresens du principe justificatif de la modification et crée encore un fossé plus important entre jeunes enfants et les bénéficiaires de l'actuelle allocation de rentrée scolaire.

En conséquence, cette proposition ne saurait être acceptée.

*

Estimation du coût de la proposition de loi

*Augmentation par extension de l'allocation de rentrée scolaire
aux enfants de 4 à 6 ans en €*

<i>Nombre d'enfants par Groupe fam.</i>	<i>Nombre d'enfants en août 2002</i>	<i>Montants Index 100</i>	<i>Coûts 2002</i>	<i>Fact. Augmentation 1,16</i>	<i>Montants indice actuel</i>
1 enfant	3.264	17,35	56.630,40	65.691,26	397.832,84
2 enfants	8.218	29,75	244.485,50	283.603,18	1.717.529,22
3 enfants ou +	5.149	42,14	216.978,86	251.695,48	1.524.293,00
Total			518.094,76	600.989,92	3.639.655,05

*Augmentation par extension généralisée de l'ARS
aux enfants de 3 à 6 ans en €*

<i>Nombre d'enfants par Groupe fam.</i>	<i>Nombre d'enfants en août 2002</i>	<i>Montants Index 100</i>	<i>Coûts 2002</i>	<i>Fact. Augmentation 1,16</i>	<i>Montants indice actuel</i>
1 enfant	5.535	17,35	96.032,25	111.397,41	674.633,85
2 enfants	11.966	29,75	355.988,50	412.946,66	2.500.846,27
3 enfants ou +	7.260	42,14	305.936,40	354.886,22	2.149.226,44
Total			757.957,15	879.230,29	5.324.706,56

4996/02

N° 4996²**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2002-2003

PROPOSITION DE LOI**modifiant la loi modifiée du 14 juillet 1986
concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire**

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(13.5.2003)

Par dépêche du 30 juillet 2002, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis aux délibérations du Conseil d'Etat une proposition de loi du député Mars Di Bartolomeo, déposée à la Chambre des députés en séance publique du 17 juillet 2002. Par dépêche du 16 janvier 2003, la prise de position du Gouvernement relative à la proposition de loi sous rubrique fut transmise au Conseil d'Etat.

L'objet de la proposition de loi sous examen est d'étendre le cercle des bénéficiaires d'une allocation de rentrée scolaire aux enfants admis à l'enseignement préscolaire, alors que jusqu'ici ils en étaient exclus. La motivation de l'auteur de la proposition de loi consiste à soutenir que les frais de scolarité des enfants de moins de 6 ans ne diffèrent pas sensiblement de ceux des enfants fréquentant l'enseignement primaire, compte tenu de la prise en charge de la fourniture des manuels scolaires par les communes. L'extension proposée constitue aux yeux de l'auteur une mesure d'équité.

Le Gouvernement, dans sa prise de position, s'oppose à la proposition de loi sous avis en invoquant l'étude CEPS sur les transferts sociaux qui permet de cerner l'ensemble et non pas une parmi les prestations sociales afin de disposer d'un critère de comparaison valable pour juger de l'équité de traitement des différentes familles. D'autre part, selon le Gouvernement, il y aurait un cumul entre l'extension proposée de l'allocation de rentrée avec l'allocation d'éducation et l'indemnité du congé parental.

Sur le plan international, la mesure proposée représenterait un élément discriminatoire pour les résidents de notre pays par rapport aux travailleurs frontaliers pouvant cumuler d'autres prestations inscrites dans la législation sociale de leurs pays respectifs.

Tout en prenant note de l'argumentation de l'auteur de la proposition de loi et de celle avancée par le Gouvernement dans sa prise de position, le Conseil d'Etat est d'avis qu'en général tant la multiplication des diverses allocations que l'élargissement du cercle de leurs bénéficiaires ne constituent pas toujours des mesures atteignant pleinement leur but. En effet, elles ne soutiennent que de manière insuffisante les familles qui en ont un besoin réel voire vital, alors qu'elles ne sont pas indispensables pour une partie non négligeable de ses bénéficiaires.

Les fonds ainsi économisés pourraient être opportunément investis dans la création accrue de structures permanentes d'accueil de jeunes enfants, ce qui faciliterait considérablement la vie des familles aux revenus modestes ou moyens tout en constituant un excellent facteur d'intégration et de cohésion sociales.

Pour ces raisons, le Conseil d'Etat n'est pas en mesure d'approuver la proposition de loi sous avis.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 13 mai 2003.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Pierre MORES

Service Central des Imprimés de l'Etat

4996/03

N° 4996³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2009-2010

PROPOSITION DE LOI

**modifiant la loi modifiée du 14 juillet 1986
concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire**

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Dépêche du Président de la Chambre des Députés au Premier Ministre, Ministre d'Etat (13.10.2009)	1
2) Liste des propositions de loi à retirer du rôle des affaires de la Chambre des Députés.....	2

*

RETRAIT DU ROLE DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PREMIER MINISTRE, MINISTRE D'ETAT**

(13.10.2009)

Monsieur le Premier Ministre,

J'ai l'honneur de vous informer, qu'en date du 13 octobre 2009 les propositions de loi reprises sur la liste jointe en annexe ont été retirées du rôle des affaires de la Chambre des Députés.

J'adresse copie de la présente à Madame Octavie Modert, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Veillez croire, Monsieur le Premier Ministre, à l'assurance de ma très haute considération.

Le Président de la Chambre des Députés,
Laurent MOSAR

*

**LISTE DES PROPOSITIONS DE LOI A RETIRER DU ROLE
DES AFFAIRES DE LA CHAMBRE DES DEPUTES**

- 1) **3407** Proposition de loi concernant l'abolition de la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat
Dépôt: **Monsieur Jean Huss**, le 31.5.1990
- 2) **3512** Proposition de loi en vue de la modification de la loi du 7 septembre 1987, ayant changé celle du 4 avril 1924, portant création de Chambres professionnelles à base électorale
Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 20.3.1991
- 3) **3577** Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes
Dépôt: **Monsieur Henri Grethen**, le 3.12.1991
- 4) **3679** Proposition de loi réglementant les conditions d'accès à l'exercice des activités relatives à certaines opérations portant sur les immeubles
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 12.10.1992
- 5) **3836** Proposition de loi portant modification de la loi du 8 avril 1993 relative à l'organisation de l'indivision et étendant l'attribution préférentielle en cas de succession aux entreprises commerciales, industrielles et artisanales
Dépôt: **Monsieur Henri Grethen**, le 7.9.1993
- 6) **3840** Proposition de loi complétant la loi électorale (loi modifiée du 31 juillet 1924)
Dépôt: **Monsieur Jean-Paul Rippinger**, le 27.9.1993
- 7) **3878** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 31 juillet 1962 ayant pour objet le remplacement de l'alimentation en eau potable du Grand-Duché de Luxembourg à partir du réservoir d'Esch-sur-Sûre
Dépôt: **Monsieur Emile Calmes**, le 22.2.1994
- 8) **4169** Proposition de loi portant a) l'interdiction de circulation des véhicules de poids lourds en transit durant les week-ends b) l'interdiction de dépassement pour véhicules de poids lourds
Dépôt: **Monsieur Lucien Lux**, le 11.6.1996
- 9) **4220** Proposition de loi concernant la réglementation des vols de nuit
Dépôt: **Monsieur Laurent Mosar**, le 16.10.1996
- 10) **4253** Proposition de loi autorisant le gouvernement à participer comme membre fondateur et à accorder une aide financière annuelle à la „Fondation Janis Joplin“
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 5.12.1996
- 11) **4254** Proposition de loi relative à la création d'une Cité de l'action Culturelle, du Livre et de la Musique à Luxembourg
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 5.12.1996
- 12) **4255** Proposition de loi concernant le transport de marchandises par voie terrestre
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 10.12.1996
- 13) **4262** Proposition de loi relative à l'agrément des réviseurs d'entreprises en matière écologique et à l'enregistrement des sites
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 8.1.1997
- 14) **4270** Proposition de loi relative à la responsabilité et à l'assurance obligatoire dans le domaine de la construction
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 27.1.1997
- 15) **4298** Proposition de loi relative à la création d'un parc économique et naturel de la région de la „Minett“
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 29.4.1997

- 16) **4299** Proposition de loi portant modification de l'article 382 du code pénal
Dépôt: **Madame Ferny Nicklaus-Faber**, le 30.4.1997
- 17) **4354** Proposition de loi portant subventionnement de la mise en oeuvre de systèmes communautaires de management environnemental et d'audit
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 22.9.1997
- 18) **4355** Proposition de loi relative à la modification de la loi du 15 juillet 1993 concernant les débits de boissons non alcooliques
Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 25.9.1997
- 19) **4360** Proposition de loi portant réforme de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 13.10.1997
- 20) **4401** Proposition de loi portant réglementation du financement des partis et des campagnes électorales
Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 26.1.1998
- 21) **4434** Proposition de loi tendant à modifier la loi modifiée du 16 août 1967 afin de la mettre en conformité avec les exigences de l'article 99 de la Constitution
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 6.5.1998
- 22) **4550** Proposition de loi concernant la modification des articles 57, 62 et des articles 335 à 339 du code civil traitant de la reconnaissance d'un enfant naturel
Dépôt: **Monsieur Willy Bourg**, le 15.3.1999
- 23) **4551** Proposition de loi portant réglementation des ensembles de coins de terre et jardins familiaux
Dépôt: **Monsieur François Biltgen**, le 16.3.1999
- 24) **4564** Proposition de loi concernant la protection du cheptel piscicole
Dépôt: **Monsieur Jos Scheuer**, le 28.4.1999
- 25) **4567** Proposition de loi relative à l'assistance médicale à la procréation
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 29.4.1999
- 26) **4580** Proposition de loi – concernant l'application aux agents CFL de l'article 4,a) de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès et de l'article IV.23) de la loi du 27 août 1986 modifiant et complétant la loi modifiée du 22 juin 1973 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat – concernant l'application aux pupilles de la nation et aux orphelins de guerre des dispositions de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 21.5.1999
- 27) **4591** Proposition de loi modifiant la loi du 22 avril 1966 portant réglementation uniforme du congé annuel payé des salariés du secteur privé (modifiée le 26 juillet 1975, le 14 mars 1988, le 22 novembre 1991 et le 12 février 1999)
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 4.11.1999
- 28) **4642** Proposition de loi portant création d'un fonds pour l'énergie
Dépôt: **Monsieur Alex Bodry**, le 14.3.2000
- 29) **4647** Proposition de loi portant sur l'aménagement et la réduction du temps de travail
Dépôt: **Monsieur Jeannot Krecké, Monsieur Lucien Lux**, le 16.3.2000
- 30) **4680** Proposition de loi relative au service de restauration scolaire pour les enfants fréquentant l'enseignement préscolaire, primaire, postprimaire et supérieur
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 27.6.2000

- 31) **4693** Proposition de loi instituant et promouvant l'actionnariat salarié
Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 12.10.2000
- 32) **4711** Proposition de loi 1) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 relative à l'élection directe des représentants du Grand-Duché de Luxembourg au Parlement européen; 2) portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'organisation d'élections simultanées pour le Parlement européen et la Chambre des députés
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 21.7.2000
- 33) **4745** Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 21.12.2000
- 34) **4747** Proposition de loi visant à réglementer la production, la distribution et la vente du cannabis
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 4.1.2001
- 35) **4792** Proposition de loi portant création de l'Agence luxembourgeoise de sécurité alimentaire (ALSA)
Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 2.5.2001
- 36) **4793** Proposition de loi portant modification de la loi du 28 août 1998 sur les établissements hospitaliers
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 2.5.2001
- 37) **4810** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 22 février 1968 sur la nationalité luxembourgeoise visant à introduire la double nationalité et à faciliter l'accès à la nationalité luxembourgeoise
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 18.6.2001
- 38) **4823** Proposition de loi visant à modifier la loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et à la gestion des déchets
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 11.7.2001
- 39) **4854** Proposition de loi
1. portant abolition de la loi du 6 avril 1999 relative à la construction d'une Cité judiciaire au plateau du St-Esprit à Luxembourg et
2. autorisant le Gouvernement à faire procéder à la construction d'une Cité judiciaire sur les îlots de la „Rocade de Bonnevoie“ à Luxembourg
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 10.10.2001
- 40) **4864** Proposition de loi visant à favoriser les investissements à caractère éthique, solidaire ou écologique au moyen de la promotion de l'épargne mobilière
Dépôt: **Monsieur François Bausch**, le 13.11.2001
- 41) **4865** Proposition de loi ayant pour objet d'assurer la qualité de l'alimentation dans la restauration collective publique
Dépôt: **Monsieur Marco Schank**, le 14.11.2001
- 42) **4873** Proposition de loi portant modification de la loi du 5 juillet 1991 portant
a) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement à la fonction d'instituteur;
b) fixation des modalités d'une formation préparant transitoirement au certificat de qualification de chargé de direction;
c) création d'un pool de remplaçants pour l'éducation préscolaire et l'enseignement primaire;
d) dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de travail
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 29.11.2001

- 43) **4888** Proposition de loi portant modification de la loi du 18 mai 1979 portant réforme des délégations de personnel
Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 13.12.2001
- 44) **4974** Proposition de loi portant création d'un établissement public dénommé „Institut national de Santé Environnementale“
Dépôt: **Monsieur Jean Huss**, le 18.6.2002
- 45) **4996** Proposition de loi modifiant la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire
Dépôt: **Monsieur Mars Di Bartolomeo**, le 17.7.2002
- 46) **5005** Proposition de loi visant à modifier la loi du 28 juin 1976 portant réglementation de la pêche dans les eaux intérieures
Dépôt: **Monsieur Gusty Graas**, le 8.8.2002
- 47) **5013** Proposition de loi relative à la protection des actionnaires minoritaires et à l'obligation de lancer une offre publique d'acquisition
Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 19.8.2002
- 48) **5020** Proposition de loi instaurant un programme de délivrance de médicaments à base de cannabinoïdes
Dépôt: **Madame Renée Wagener**, le 28.8.2002
- 49) **5036** Proposition de loi
1. relative à la politique nationale de développement durable,
2. portant création d'un établissement public nommé „Institut national du développement durable“,
3. portant abrogation de la loi modifiée du 21 mars 1966 portant institution d'un conseil économique et social
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia, Monsieur Camille Gira**, le 15.10.2002
- 50) **5062** Proposition de loi portant création de la Commission consultative de Médecine préventive et sociale et modifiant la loi du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la Santé
Dépôt: **Monsieur Jean Colombera**, le 3.12.2002
- 51) **5075** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 18.12.2002
- 52) **5086** Proposition de loi portant modification de l'article 55 de la loi communale du 13 décembre 1988
Dépôt: **Monsieur Jean-Pierre Klein**, le 28.1.2003
- 53) **5093** Proposition de loi
1. relative à la politique nationale pour le développement du tourisme,
2. portant création d'un établissement public nommé „Institut national du Tourisme“,
3. régissant les modalités du plan quinquennal pour le développement du tourisme
Dépôt: **Monsieur Robert Garcia**, le 30.1.2003
- 54) **5168** Proposition de loi portant modification de la loi modifiée du 27 novembre 1980 ayant pour objet la création d'une administration de l'environnement
Dépôt: **Monsieur Alex Bodry**, le 17.6.2003
- 55) **5172** Proposition de loi portant organisation d'un réseau de bibliothèques communales
Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 1.7.2003

- 56) **5185** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002
1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension
 2. portant création d'un forfait d'éducation
 3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti
- Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.7.2003
- 57) **5186** Proposition de loi portant modification de la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire
- Dépôt: **Monsieur Jean Colombera**, le 23.7.2003
- 58) **5252** Proposition de loi concernant l'action en faveur de la promotion de l'égalité des chances entre femmes et hommes au niveau communal et modifiant la loi communale modifiée du 13 décembre 1988
- Dépôt: **Madame Dagmar Reuter-Angelsberg**, le 27.11.2003
- 59) **5261** Proposition de loi instituant un service bancaire de base
- Dépôt: **Monsieur Claude Wiseler**, le 17.12.2003
- 60) **5283** Proposition de loi relative aux partis politiques et portant modification de la loi du 12 décembre 1967 modifiée concernant l'impôt sur le revenu
- Dépôt: **Monsieur Jean-Paul Rippinger**, le 27.1.2004
- 61) **5329** Proposition de loi sur les transports publics
- Dépôt: **Monsieur Marc Zanussi**, le 21.4.2004
- 62) **5333** Proposition de loi créant un crédit d'impôt recherche
- Dépôt: **Monsieur Jacques-Yves Henckes**, le 27.4.2004
- 63) **5433** Proposition de loi relative à la modification de l'article 29 de la loi du 29 juin 2004 portant sur les transports publics
- Dépôt: **Monsieur Félix Braz**, le 19.1.2005
- 64) **5450** Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 27 juillet 1993 concernant l'intégration des étrangers au Grand-Duché ainsi que l'action sociale en faveur des étrangers
- Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 11.3.2005
- 65) **5480** Proposition de loi portant modification a) de la loi du 20 décembre 2002 concernant les organismes de placement collectif et modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée; b) de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectifs
- Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 31.5.2005
- 66) **5621** Proposition de loi modifiant la loi du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition
- Dépôt: **Monsieur Ben Fayot**, le 18.10.2006
- 67) **5623** Proposition de loi modifiant et complétant la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles et abrogeant l'article 24bis de la loi modifiée du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux
- Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 24.10.2006
- 68) **5646** Proposition de loi portant organisation d'un référendum populaire concernant la réalisation d'une ligne ferroviaire souterraine avec plusieurs arrêts sur le territoire de la ville de Luxembourg
- Dépôt: **Monsieur Robert Mehlen**, le 5.12.2006
- 69) **5668** Proposition de loi modifiant les articles 68, 74, 75, 172, 266 et 332 de la loi électorale du 18 février 2003 telle qu'elle a été modifiée
- Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 22.1.2007

- 70) **5682** Proposition de loi portant modification de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 13.2.2007
- 71) **5701** Proposition de loi portant modification de la loi du 15 novembre 1978 relative à l'information sexuelle, à la prévention de l'avortement clandestin et à la réglementation de l'interruption de la grossesse
Dépôt: **Madame Lydie Err**, le 13.3.2007
- 72) **5703** Proposition de loi sur l'obligation des poids lourds en transit d'emprunter les autoroutes
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 14.3.2007
- 73) **5747** Proposition de loi relative à la modification de la loi modifiée du 30 mai 2005 portant 1) organisation de l'Institut Luxembourgeois de Régulation, 2) modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat
Dépôt: **Monsieur Henri Kox**, le 11.7.2007
- 74) **5776** Proposition de loi portant modification de la loi du 9 juillet 2007 portant 1. création d'un lycée à Luxembourg-Dommeldange; 2. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat
Dépôt: **Madame Anne Brasseur**, le 18.9.2007
- 75) **5783** Proposition de loi modifiant la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement et portant 1. modification du Code du travail; 2. modification de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu; 3. modification de la loi modifiée du 24 décembre 1977 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures destinées à stimuler la croissance économique et à maintenir le plein emploi; 4. modification des articles 100, 161, 239, 375 et 376 du Code des assurances sociales; 5. modification de la loi modifiée du 26 mars 1974 portant fixation de suppléments de pension à allouer aux personnes devenues victimes d'actes illégaux de l'occupant en cas d'invalidité ou de décès précoces; 6. modification de la loi modifiée du 24 juillet 2001 concernant le soutien au développement rural; 7. réforme de la taxe sur les véhicules routiers; 8. modification de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques; 9. introduction d'une contribution changement climatique sur les carburants et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 2004 établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre; créant un fonds de financement des mécanismes de Kyoto; et modifiant l'article 13bis de la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés; 10. modification de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat; 11. établissement de la participation du Grand-Duché du Luxembourg aux Fonds carbone de la Banque Mondiale et de la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement; 12. modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 26.9.2007
- 76) **5793** Proposition de loi visant à abolir l'article 25. b) de la loi du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire, telle qu'elle a été modifiée
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.10.2007
- 77) **5794** Proposition de loi portant création d'une chambre des retraités
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 15.10.2007
- 78) **5875** Proposition de loi a) réinstaurant l'automatisme d'indexation des salaires, traitements, pensions et rentes b) réinstaurant l'indexation des prestations familiales et du forfait éducation et c) instaurant l'indexation automatique du boni pour enfant et de ce fait 1) abrogeant les articles 1er et 3 de la loi du 27 juin 2006 adaptant certaines modalités d'application de l'échelle mobile des salaires et des traitements 2) modifiant a) l'article 11 de la loi modifiée du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat la loi modifiée du 27 mai 1975 portant généralisation de l'échelle mobile des salaires et des traitements;

b) l'article 10 de la loi modifiée du 20 juin 1977 ayant pour objet: 1) d'instituer le contrôle médical systématique des femmes enceintes et des enfants en bas âge; c) de modifier la législation existante en matière d'allocations de naissance; d) l'article 4 de la loi modifiée du 30 avril 1980 portant création d'une allocation de maternité; e) l'article 4 de la loi modifiée du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la caisse nationale des prestations familiales; f) l'article 3 de la loi modifiée du 14 juillet 1986 concernant la création d'une allocation de rentrée scolaire; g) l'article 6 de la loi modifiée du 1er août 1988 portant création d'une allocation d'éducation; h) l'article 8 de la loi du 12 février 1999 portant création d'un congé parental et d'un congé pour raisons familiales; i) l'article 3 de la loi du 28 juin 2002 portant création d'un forfait éducation; j) la loi du 21 décembre 2007 relative à la bonification d'impôts pour enfants

Dépôt: **Monsieur Gast Gibéryen**, le 22.4.2008

- 79) **5946** Proposition de loi portant
- modification de la loi du 5 avril 1993 relative au secteur financier;
 - modification de la loi du 5 août 2005 relative aux contrats de garantie financière
- Dépôt: **Monsieur Michel Wolter**, le 23.10.2008
- 80) **5960** Proposition de loi portant
- modification des conditions d'admission à la fonction d'instituteur
 - modifiant l'article 30 de la loi modifiée du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire
- Dépôt: **Monsieur Claude Adam**, le 26.11.2008
- 81) **5971** Proposition de loi portant modification de l'article 355 du Code des Assurances Sociales
Dépôt: **Monsieur Carlo Wagner**, le 9.12.2008
- 82) **6016** Proposition de loi visant – à renforcer le pouvoir budgétaire de la Chambre des députés – à promouvoir la modernisation de la gestion publique et portant modification de la loi modifiée du 8 juin 1999 a) sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat b) portant modification de la loi du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances c) portant modification de la loi modifiée du 16 août 1966 portant organisation des cadres de la trésorerie de l'Etat, de la caisse générale de l'Etat et du service de contrôle de la comptabilité des communes et de certains établissements publics (telle qu'elle a été modifiée)
Dépôt: **Monsieur Roger Negri**, le 18.3.2009
- 83) **6036** Proposition de loi modifiant l'article 10 de la loi du 13 juin 1984 modifié par l'article 28 de la loi du 9 juillet 2004
Dépôt: **Monsieur Alexandre Krieps**, le 29.4.2009
- 84) **6041** Proposition de loi visant à réviser les articles 4. (1) et 4. (2) de la loi du 12 mars 1973 portant réforme du salaire social minimum
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 7.5.2009
- 85) **6042** Proposition de loi portant modification de la loi du 24 décembre 1990 sur la préretraite
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 12.5.2009
- 86) **6044** Proposition de loi portant modification de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle
Dépôt: **Monsieur Aly Jaerling**, le 13.5.2009